

SUPPRESSIONS DE POSTES, GEL DU POINT D'INDICE, JOURS DE CARENCE, BAISSSE DE L'INDEMNISATION DES ARRÊTS MALADIE, ABANDON DE LA GIPA...

TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER...

EN GRÈVE DÈS LE 5 DÉCEMBRE

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Face à une nouvelle cure d'austérité, soi-disant indispensable pour affronter une « dette publique » créée en grande partie par les cadeaux au Capital, les fonctionnaires sont à nouveau en première ligne... pour subir de lourdes attaques ! En effet, le projet de budget 2025, fait entre autres de suppression de postes, d'allongement du délai de carence, de baisse de l'indemnisation maladie... constitue une attaque inacceptable quasi sans précédent. Ce n'est pas aux fonctionnaires de payer la note alors qu'aucune taxation des plus riches et des dividendes records n'est imposé par le gouvernement. Face à la crise, les Services publics sont les meilleurs remparts. Plus que jamais donc, nous réclamons l'abandon de ce projet injuste et des moyens (de postes et de salaires) pour améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'étude des élèves.

STOP AU FONCTIONNAIRES-BASHING ET AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT

En usant d'arguments fallacieux sur le prétendu « absentéisme » des fonctionnaires et sous couvert d'égalité de traitement (qui n'existerait pas de toute façon), le ministre Kasbarian, soutenu par la ministre Genetet, reprend une rhétorique bien pratique en cas de crise budgétaire : **haro sur les fonctionnaires!** Ainsi, le gouvernement souhaite-t-il que nous soyons doublement pénalisé-es en cas d'arrêt maladie : 3 jours de carence et 90% d'indemnisation lors des 3 premiers mois d'un arrêt... **Face à de lourdes sanctions salariales, les collègues ne seront plus en capacité d'accepter un arrêt.** Ils-elles travailleront malades. C'est un risque de santé public à long terme pour les salarié-es (mais aussi les usager-ères) alors qu'on leur demande déjà de travailler plus longtemps (recul de l'âge de la retraite).

SUPPRESSION DE POSTES, TAPER AU PORTE-MONNAIE EN CAS DE MALADIE, AUCUNE AUGMENTATION SALARIALE... TOUS LES INGRÉDIENTS D'UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE CONTRE LES FONCTIONNAIRES.

5 JOURS D'ARRÊT, C'EST COMBIEN ?

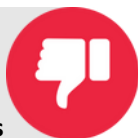
- ➔ PE 6ème éch CN, environ 300€...
- ➔ AESH 4ème éch 62%, 120 €...
- ➔ ATRF avec 20 ans d'ancienneté, 210€...
- ➔ Certifié-e 5ème éch HC, 400€...



AUGMENTATION DES ABSENCES DES FONCTIONNAIRES ? ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ?

- Les enseignant-es sont parmi les salarié-es les moins absent-es (2,6% contre 3,9% dans le privé).
- 2/3 des salarié-es du privé n'ont aucun jour de carence grâce à leurs accords de prévoyance.

1.2 MILLIARDS D'€ D'ÉCONOMIES ENVISAGÉS À PARTIR DE MENSONGES...



ABANDON DE LA GIPA, NOUVELLE PERTE SALARIALE

La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) est un dispositif de compensation imparfait permettant de couvrir partiellement, les pertes de pouvoir d'achat des fonctionnaires, tout en masquant les effets du gel persistant de la valeur du point. **Aujourd'hui, en la supprimant, le gouvernement Barnier ampute une nouvelle fois le pouvoir d'achat des agent-es, déjà pénalisé-es.**

ENSEMBLE, EXIGEONS...

- ✔ l'abandon des 3 jours de carence et de la baisse de l'indemnisation.
- ✔ le dégel du point d'indice, la refonte des grilles indiciaires et l'augmentation immédiate de 400€/net pour tous les personnels.
- ✔ l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation.
- ✔ des créations de postes à la hauteur des besoins et des missions de service public.
- ✔ l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.
- ✔ le véritable abandon du projet de réforme Guérini.

EN GRÈVE DÈS LE 5 DECEMBRE

GAGNER DES POSTES !

Alors qu'il manque des personnels dans les classes et les services, le projet de budget 2025 annonce une saignée dévastatrice en termes d'emplois dans l'Éducation nationale : près de **4000 suppressions de postes** sont envisagées (surtout dans le 1er degré) alors que l'on nous promettait un budget « sanctuarisé ». C'est bien le **signe du mépris gouvernemental** à l'égard non seulement des personnels, mais aussi des élèves. On ne cherche même plus à colmater les brèches, on les aggrave. La baisse démographique devrait être l'occasion de baisser les effectifs/classe pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves, notamment pour celles-ceux les plus en difficulté. **Le gouvernement continue de creuser le gouffre...**

GAGNER DES AUGMENTATIONS SALARIALES

Les **maigres augmentations salariales** dans la Fonction publique (3,5% en juillet 2022, hausse des entrées de grilles des cat C et B ainsi que des AESH et AEd pour rattraper la hausse du SMIC, 5 pts d'indice-aumône de 25€- en plus pour tou-tes, prime unique « pouvoir d'achat » en 2023) **sont loin de compenser l'inflation cumulée depuis janvier 2022** (plus de 12 %).

Quant à la revalorisation "historique" des enseignant-es (environ 10 %) elle est aussi inférieure à l'inflation (en moyenne) et n'est pas prise en compte pour la retraite car sous forme indemnitaire.

Pour rappel, en janvier 2024, il aurait fallu augmenter la valeur du point d'indice de 26,71% pour rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis le 1er janvier 2000 !

DES URGENCES DANS L'ÉDUCATION NATIONALE...

STOPPER LES CONTRE-RÉFORMES

Dans le même temps, la ministre Genetet maintient le triste cap

des contre-réformes imposées sous l'ère Macron : réforme du bac, réforme de l'enseignement pro, *Choc des savoirs* et tri généralisé des élèves, évaluations généralisées, labellisation rétrograde des manuels, mise au pas des pratiques pédagogiques, mise en place d'Op@le, précarisation persistante des AESH et des AEd, rémunération au mérite et mise en concurrence des personnels via le Pacte... Ces mesures contre le Service public d'Éducation doivent cesser.

IL Y A URGENCE

- ✓ à abroger le *Choc des savoirs*, le SNU, l'uniforme et les évaluations nationales
- ✓ à abroger le *Pacte* et les rémunérations au mérite
- ✓ à abroger les réformes du LP, du lycée et de Parcoursup...
- ✓ à recruter des personnels statutaires en nombre suffisant
- ✓ à créer un statut de cat B pour les AESH et les AEd (et retour d'un statut d'étudiant surveillant)
- ✓ à gagner des moyens pour l'inclusion des élèves en situation de handicap

Saint Étienne - 10h30 - Bourse du Travail Roanne - 10h30 - Hôtel des impôts

Réussissons la première journée de grève fonction publique du 5 décembre !
Organisons des AG pour réussir la reconduction dès les jours suivants !

CGT Educ'action 42

Bourse du Travail, salle 108, 6 cours V.Hugo, 42 000 Saint Étienne



0651642689



www.cgteduc42.fr



42@cgteduc.fr



@CGT Educ'Action 42



@cgteduc42